

# Au Sud, du nouveau

## Pour le Sud, des atouts et des risques

Un entretien avec Pascal Renaud

**Universités:** Internet pourrait-il être une chance pour le Sud?

**Pascal Renaud:** Le premier élément qui m'apparaît positif pour le Sud, c'est l'accès à l'information scientifique et technique que permet Internet. En Afrique francophone, par exemple, on constate qu'il y a très peu de bibliothèques, notamment universitaires, très peu de centres de documentation, et qu'ils sont tout à fait insuffisants en termes de contenus. Internet apporte donc quelque chose d'extrêmement précieux puisqu'il permet l'accès à une sorte de bibliothèque de taille considérable, qui recèle une bonne partie de la production scientifique mondiale. Beaucoup de richesses en anglais bien sûr, mais aussi en français...

Sur le plan de l'apprentissage à la recherche personnelle, Internet pourrait devenir un instrument de formation essentiel pour le Sud. La capacité d'autonomie est déterminante pour monter une entreprise, pour diriger des équipes, pour développer des activités économiques, sociales ou politiques. Pour cela, il n'y a pas besoin d'investissements très lourds, mais de formation technique. Les cinquante ou cent ordinateurs de l'université de Ouagadougou, au Burkina-Faso deviendront, une fois reliés à l'Internet,

des points d'accès à une immense bibliothèque virtuelle. Ils pourront servir à la documentation et à la formation de milliers d'étudiants.

- Il existe un réseau qui concerne la santé publique et qui s'appelle Healthnet. Est-ce que ce n'est pas un bon moyen de diffuser l'information médicale au Sud et, par exemple, de lutter contre les épidémies?

- Je suis assez sceptique en ce qui concerne la santé publique. Il est vrai que qu'il est intéressant d'avoir un système de communication qui permet à des médecins ou à des chercheurs en médecine de pouvoir se concerter et d'avoir accès à plus d'information et de documentation. Deux remarques cependant: les moyens financiers pour la santé publique en Afrique ne permettront pas de généraliser l'usage d'Internet à court terme; par ailleurs, il faut tenir compte du système hospitalier existant et des techniques de soins utilisés: si, par exemple, un médecin malien ou burkinabé est en contact avec un médecin français ou américain, ils vont peut-être arriver à établir un diagnostic, à échanger des idées sur le cas et sur la manière de le traiter mais est-ce qu'on trouvera, en Afrique, les moyens financiers, les médicaments, les techniques

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote : Bx21173 Ex 1

Fonds Documentaire IRD



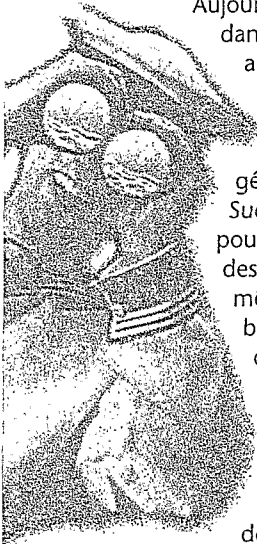
010021173

opérateurs qu'on trouve dans les pays occidentaux? Aujourd'hui, la réponse est non.

On voit, au travers de cet exemple, que les idées, les projets développés au Nord peuvent être inappropriés par rapport aux outils dont dispose le Sud. Ils peuvent être inadéquats et même dangereux.

- Il y a pourtant des technologies du Nord, comme le téléphone portable, qui semblent bien adaptées au Sud...

- Effectivement, l'usage des objets nomades se développe très rapidement au Sud. Pour deux raisons: la première, de caractère culturel, c'est que ce sont des objets adaptés à des civilisations beaucoup plus orales qu'écrites. La deuxième, c'est que la plupart des pays africains, qui souffrent d'un grave sous-équipement (3 à 7 téléphones pour 1000 habitants, 1 pour 2 dans les pays développés) trouvent dans la technologie du téléphone cellulaire une solution technique rapide à mettre en œuvre et relativement bon marché. L'adaptation, ou non, des technologies du Nord au Sud dépend de nombreux facteurs et notamment des technologies elles-mêmes.



Aujourd'hui, tout fonctionne dans le sens Nord-Sud mais, au fur et mesure que les prix des ordinateurs baisseront et qu'Internet se généralisera, les échanges Sud-Sud se multiplieront et pourraient déboucher sur des usages qu'on n'imagine même pas encore. Je crois beaucoup au développement de réseaux professionnels dans le sens Sud-Sud. Sans oublier que le Sud n'est pas une seule et même entité, avec des niveaux de développement et de technologie identiques.

- Ne peut-on envisager des échanges Sud-Nord?

- C'est une question qui me passionne. Il faut en effet travailler dans ce sens, d'abord pour combattre le sentiment de soumission, de dépendance généré

par des échanges à sens unique, ensuite parce que cela permettrait de légitimer l'aide internationale, enfin parce que le Sud a des choses à nous vendre, à nous faire partager, à nous faire connaître.

Alors, sur quels secteurs pourraient se développer des échanges Sud-Nord? Sur le plan de la culture, de la production artistique, l'Afrique a non seulement des traditions anciennes et très riches mais également un très fort dynamisme culturel. Sans doute pourrait-on dire la même chose de l'Amérique latine ou de l'Asie... De ce point de vue-là, les nouvelles technologies de l'information, le multimédia, peuvent être un vecteur fort pour mieux faire connaître la production culturelle. C'est d'ailleurs déjà en partie le cas en ce qui concerne la haute couture: les modélistes et les stylistes africains commencent à être très connus en Europe et aux États-Unis. On peut penser, même si ce ne sera pas automatique, que ces créateurs pourront, grâce à Internet, trouver des producteurs au Sud, développer une activité économique au Sud autour de leurs capacités artistiques.

Même sur le plan technologique, on peut penser que des inventions du Sud trouveront des débouchés au Nord. Ainsi, plusieurs entreprises fabriquent des radios qui se remontent, ce qui évite d'avoir à se procurer des piles, difficiles à trouver, souvent de mauvaise qualité, qui s'abîment vite en raison du climat. Il n'est pas du tout impossible qu'on voie débarquer, sur nos marchés, de telles radios.

- Cet argument économique — qui consiste à dire que les pays du Sud trouveront leur place dans la mondialisation grâce à Internet — peut cependant être retourné...

- Tout à fait. On peut craindre qu'Internet ne contribue qu'à accroître la domination économique du Nord sur le Sud. Ce sont les ténors de la mondialisation, les grandes entreprises occidentales qui maîtrisent le mieux ces nouvelles technologies de l'information.

Elles sont bien aguerries, elles possèdent les canaux de distribution, elles ont pu tester les possibilités de marketing que cela offre. Le risque d'inondation du Sud par les surplus économiques, technologiques, du Nord est effectivement énorme.

- N'y a-t-il pas, également un risque d'exclusion culturelle et sociale par le biais de ces nouvelles technologies?

- L'un des pays d'Afrique francophone les plus avancés en ce qui concerne l'utilisation d'Internet est le Sénégal. Il y a, dans ce pays, une couche sociale qui adhère à ces nouvelles technologies et qui, par conséquent, les maîtrise de mieux en mieux. Ce qui est à craindre, c'est que ces gens-là se rapprochent de plus en plus de leurs homologues occidentaux. A terme, il leur sera plus facile d'échanger des idées et des informations avec des gens du Nord

Seule la maîtrise des nouveaux outils permet leur appropriation. Car ce n'est pas tant la technologie qui crée l'exclusion, c'est la manière dont on la met en œuvre

qu'avec leurs propres compatriotes. Il y a un risque de cassure entre les élites africaines et le peuple. Ce risque existe d'ailleurs au Nord également, entre les classes socialement et technologiquement développées et les autres... Il y aura ceux qui sont dedans et ceux qui n'y sont pas; les "in" et les "out". Avec la tentation du repli sectaire sur les nationalismes, les intégrismes.

- Comment lutter contre de tels risques?

- Il faut d'abord que les responsables politiques, les pouvoirs publics, identifient bien ces risques. Il faudrait ensuite qu'ils définissent une politique, des stratégies. A ce sujet, il y a un pays dont nous pourrions nous inspirer, c'est l'Afrique du Sud. Les nouvelles technologies y ont provoqué un fort enthousiasme, auquel Nelson Mandela a participé. L'idée principale réside dans l'utilisation d'Internet pour l'amélioration du système d'éducation. C'est ainsi que les Sud-Africains mettent en place des télé-centres Internet à l'intérieur des townships, des télé-centres collectifs qui correspondent bien à la structure collective des

townships, et où ils développent des applications éducatives; des formations aux droits politiques et sociaux.

Ce n'est donc pas tant la technologie Internet qui crée l'exclusion; c'est la manière dont on la met en œuvre, dont on forme les gens à son utilisation. L'exemple du Minitel, et le fait qu'il ait été distribué gratuitement afin de le généraliser, est intéressant à cet égard.

Même remarque en ce qui concerne l'essor du téléphone en France, dans les années 50. A cet époque-là, seuls les gens riches, dans les quartiers chics, pouvaient disposer du téléphone. En 1954, Pierre Mendès-France décida de ne pas en faire seulement un produit commercial réservé au seul marché solvable mais d'en faire un outil populaire, en proposant de mettre une cabine téléphonique par village. Pourquoi ne pas faire la même chose pour Internet? Ce serait une stratégie adaptée aux pays africains et plus généralement aux pays du Sud.

Je voudrais insister sur l'importance de la formation. D'abord une formation de très haut niveau de façon à ce que les décideurs des pays du Sud maîtrisent ces nouveaux outils et soient donc capables de définir des stratégies adaptées à leurs pays. On pourrait d'ailleurs dire la même chose à propos des décideurs français... Il faut également une formation technique des cadres intermédiaires pour que les pays du Sud ne soient pas trop dépendants des pays du Nord. Il faut enfin étendre l'apprentissage de ces nouvelles technologies au plus grand nombre. Seule la maîtrise de ces outils permet leur appropriation.

• On dit parfois d'Internet qu'il peut être un remarquable outil au service de la liberté d'information et de la démocratie politique. Et on s'appuie sur le fait qu'Internet ne pourrait pas être censuré. Qu'en pensez-vous?

- Dans la mesure où Internet permet un accès quasi général à l'information, toute personne connectée peut diffuser de l'information et y accéder: les gouvernants comme les opposants, les entrepreneurs comme les responsables d'ONG, les groupes comme les individus. C'est un élément qui joue plutôt en faveur de la démocratie.

Mais encore faut-il que les gens lisent cette information. Aujourd'hui, et tout particulièrement au Sud, très peu de gens disposent d'une connexion Internet. Même lorsque c'est le cas, il faut quand même aller chercher l'information. En France, où les médias écrits et audiovisuels sont très développés, peut-on dire que tout le monde est vraiment bien informé? C'est la même chose avec Internet: ce n'est pas parce qu'il existe des tonnes d'informations qu'elles sont utilisées.

Attention également aux effets pervers. On peut connaître beaucoup de choses sur les gens en fonction de leur usage des nouvelles technologies: on peut savoir quels sites ont été visités sur Internet; on peut donc vous adresser, par courrier électronique, de la publicité «ciblée» en fonction de ce que semblent être vos goûts; on peut connaître vos dépenses effectuées au moyen d'argent électronique comme les cartes à puce. Tout ce qui est digitalisé peut être saisi, répertorié, traité, conservé...

En ce qui concerne la censure, il faut savoir qu'on peut fermer certaines parties d'Internet ou filtrer les accès au réseau. Même si cela suppose le développement de techniques de filtrage sophistiquées, c'est possible. Mais, plus simplement encore, on peut

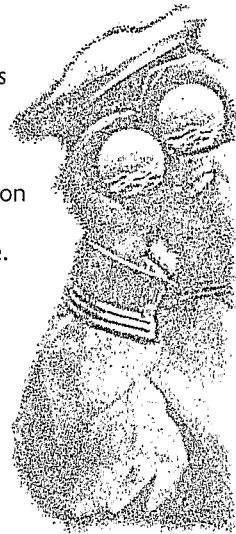
suivre ce que font les utilisateurs. Il suffit alors de les poursuivre selon tel ou tel usage qu'ils en auront fait. C'est une simple question de contrôle social, d'organisation policière. Toutes les dictatures fonctionnent avec un contrôle social intense, bien plus qu'avec l'impossibilité de se procurer un journal ou un tract.

Propos recueillis par Roger Tréfeu

• • • •

\* Pascal Renaud est chercheur à l'Institut français de la recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) et membre associé de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (Unitar), chargé des technologies de l'information et de la communication.

• • • •



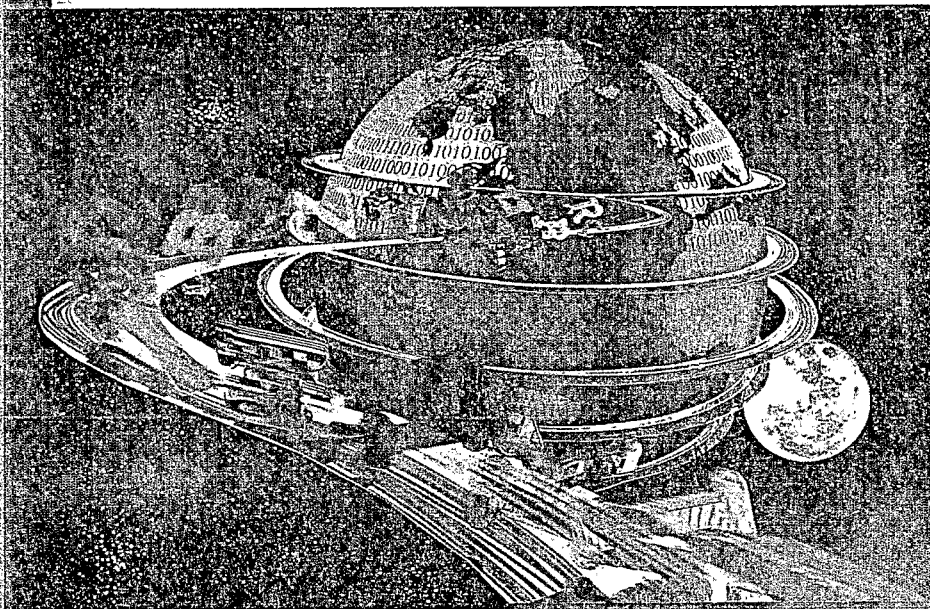
Pascal Renaud est chercheur à l'Orstom, France.

# SOMMAIRE

## DOSSIER: MULTIMÉDIA ET FRANCOPHONIE

Ce numéro d'*Universités* consacre un dossier spécial à l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication. De quels nouveaux outils s'agit-il, quels sont les nouveaux enjeux, et qu'y a-t-il de nouveau au Sud? Telles sont les grandes articulations de ce dossier qui fait appel à plusieurs spécialistes du multimédia.

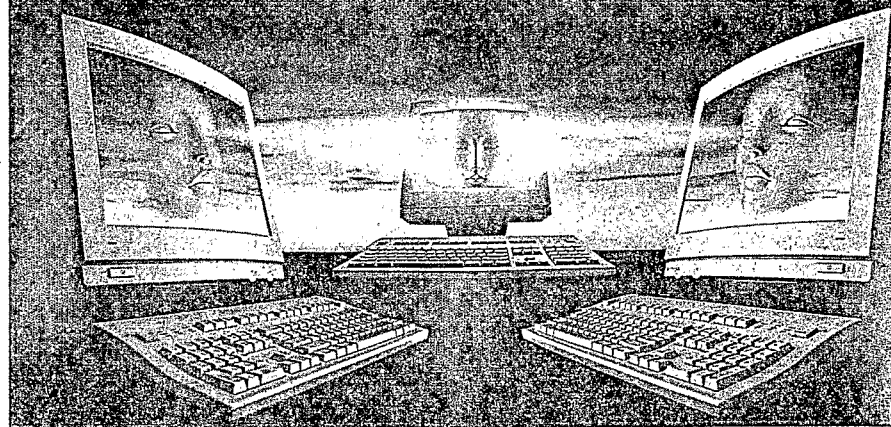
Le dossier occupe exceptionnellement cinquante-six pages de ce numéro et modifie quelque peu les rubriques habituelles de la revue. Faisant l'objet d'un tiré-à-part, le dossier a également sa propre pagination. Ces menus changements ne devraient pas indisposer le lecteur qui, nous l'espérons, trouvera dans ce numéro une information et des réflexions à la hauteur de ses attentes.



Geoff Tompkinson (Publiphoto)

## CHRONIQUES

- 3 Actualités francophones
- 6 Ensemble
- 65 Actuel
- 68 Agenda
- 71 Librairie



Mike Agliolo (Publiphoto)



30 MAI 1997

Couverture: *Les nouveaux explorateurs de l'espace cybernétique.*  
Photo originale de Ch. Zachariasen (Sygma/Publiphoto) – Retouches infographiques: Compographe

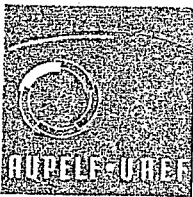
ISSN = 0226-7454

# Universités

L'EXPLOSION DU  
MULTIMEDIA:  
UN DEFI POUR LA  
FRANCOPHONIE



AD 334  
- 2 JUIN 1997



Agence  
francophone  
pour  
l'enseignement  
supérieur  
et la recherche

VOL.18, NO.1 - MARS 1997